

## NON AU PACTE D'UNION CIVILE

Comme le disait Nicolas SARKOZY dans le numéro de Têtu d'Avril 2007 :  
"(...) Cette union civile emportera donc les mêmes droits que le mariage, dans les rapports entre étrangers et Français, avec les mêmes limites."

Et il parle bien d'égalité fiscale, notre union doit elle être un moyen de réduire ses impôts ? Ne doit-elle réduire qu'à cela ?

Si le PaCS a permis d'ouvrir la brèche de nos droits à la famille, c'est le mariage qui en est sa suite logique et non pas la création d'un contrat d'union, qui serait réservé aux couples de même sexe. Un tel dispositif contribuerait à marginaliser d'avantages les cellules familiales qui en auraient recours en échange de quelques avantages fiscaux supplémentaires. Il serait contraire à notre ligne militante de qui se donnent pour objectif de faire des personnes LGBT des citoyens à part entière et non à part.

L'orientation sexuelle ne préjuge en aucun cas des compétences parentales d'un individu où alors, bon nombre de familles dites « classiques » auraient dues perdre leurs droits parentaux. Seuls les préjugés homophobes et les influences morales et religieuses les plus rétrogrades font barrage à une avancée réelle. Les royaumes d'Europe occidentale garantissent mieux l'égalité et la liberté de leurs sujets que notre République celles de ses citoyens, alors que cette même République s'est donnée pour devise : "Liberté, Egalité, Fraternité".

Le seul fait de ce Pacte d'Union civil est d'offrir l'égalité des droits, à l'exception des droits à la filiation, tout cela pour un soit disant intérêt supérieur de l'enfant ! Reconnaître ce droit à l'adoption se résume à admettre la réalité plurielle de la famille contemporaine, qu'elle soit LGBT ou non. A ce titre, nous demandons une égalité dans les procédures d'adoption pour tous nos concitoyens, quels que soient leur situation familial, leur orientation sexuelle, ainsi que la possibilité d'adopter l'enfant de leur partenaire. Ce n'est pas l'égalité des droits qui gêne en réalité, le seul fait que la révision du code civil pour permettre le mariage à la mairie de couple de mêmes sexes traîne, c'est seulement pour interdire la filiation, d'où cette parade avec le projet de Pacte d'Union Civil.

C'est pourquoi nous exigeons :

L'ÉGALITÉ DES DROITS et non pas des Droits supplémentaires... Les droits acquis par les uns ne retirent rien aux autres, mais permettent l'égalité des droits pour tous.

La liberté de choix en ce qui concerne « le mariage à la mairie » pour toutes et tous, sans exception. En d'autres termes que le droit de se marier ou non, soit notre choix et non pas celui de l'Etat.

Le retrait de ce projet de loi, ce contrat communautaire qui nous enfermerait dans un ghetto juridique, pour des avantages fiscaux, et nous discriminerait sur les aspects filiation et droit de la famille. Le tout étant de préserver « une fausse idée d'institution religieuse autour du mariage à la mairie ».



L'association Alter Égaux est née en 2002 et avait pour sous titre : Mouvement revendicatif Lesbien, Gay, Bi, Transgenre de Meurthe & Moselle, ce fut la première association LGBT du département. Maintenant, Alter Egaux est la première association LGBTH de France, qui évolue vers une lutte contre toute forme d'inégalités de droits en France. Comme chacun peut lutter contre le racisme, l'homophobie où l'hétérophobie; L'hétérosexuel à toute sa place dans notre association. En luttant contre toute forme de discriminations et avec une volonté de travail inter associatif, nous souhaitons une égalité des droits pour toutes et tous, sans conditions, ni communautés spécifiques, ce qui nous rassemble, c'est l'égalité des droits. Aujourd'hui les choses ont évolué, et Alter Egaux prend compte de l'évolution de notre société en restant fidèle à ses principes d'origines.

L'association Alter Egaux se réfère aux Droits de l'Homme et du Citoyen, à la Séparation des Eglises et de l'Etat, à la laïcité, aux valeurs de la République : LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE. Mais Alter Égaux n'est affiliée à aucun parti politique ou syndicats.

Nous assumons la responsabilité politique de notre combat.

C'est contre toutes inégalités de droits, dans notre pays, que nous combattons aujourd'hui, nous nous interdisons tout Communautarisme, c'est contre le racisme, le sexisme, la xénophobie et toutes les formes de discriminations que nous nous soulevons.

Combien de fois, dans la rue, dans les cours d'écoles, nous avons entendu les gens s'insulter de PD, de gouine, sale arabe, sale juif, enculé... et nous en oublions

L'égalité des droits est primordiale, elle ne doit en aucun cas être utopique, comme on voudrait nous le faire croire... C'est par des valeurs d'entre aide, de tolérance, de solidarité, que nous pourrions faire évoluer notre société.

Nous avons besoin de toutes les bonnes volontés, de toutes les personnes qui adhèrent à nos valeurs, les partagent, et souhaitent les diffuser auprès de nos concitoyens... C'est un travail de longue haleine pour faire évoluer la mentalité des gens, mais avec de la volonté, de la persévérance, de la témérité et du courage que nous pourrions tous ensemble y arriver. Nous y croyons fortement, et vous ?

Rejoignez nous et luttons ensemble...

**Pour nous joindre :**

**Responsable National :** Yohan DRIAN

**Tél. :** 06.01.81.32.00

**Contact :**

<http://associationalteregaux.e-monsite.com/>

[contacts.associationalteregaux@laposte.net](mailto:contacts.associationalteregaux@laposte.net)

**RESEAU LORRAINE :**

**Responsable :** Cédric INGOLD

**Association Alter Egaux** c/o Yohan DRIAN 4 Rue du téméraire 54000 NANCY

[alteregaux.lorraine@laposte.net](mailto:alteregaux.lorraine@laposte.net)

**RESEAU ALSACE :**

**Responsable :** Philippe ROTH

**Association Alter Egaux** Philippe ROTH - c/o MOKO&CO 6 place de la Gare 68000 COLMAR

[alteregaux.alsace@laposte.net](mailto:alteregaux.alsace@laposte.net)